

# L'ÉTAT MODERNE : UNE INSTITUTION MONSTRUEUSE

**Dr Yao Germain YAO**

*Université Félix Houphouët Boigny (Abidjan – Côte d'Ivoire)*  
yao germain74@gmail.com

## Résumé

*Nietzsche dénonce en l'État moderne son caractère monstrueux. Cette monstruosité réside dans son mensonge. Sa démagogie est le fait qu'il revendique provenir du peuple, en être l'émanation. En réalité, la figure de la modernité étatique repose sur une manipulation du peuple à ses fins égoïstes. L'État moderne fait peser un fardeau sur le peuple et anéantit chez lui toute tentative de dépassement de soi. Ainsi le bonheur du peuple est compromis. Les exemples en Afrique témoignent bien du visage de ce "monstre froid". Pour Nietzsche, l'État moderne n'a pas de légitimité. D'où le rêve d'une nouvelle institution qui favoriserait et protégerait l'éclosion de l'homme. Notre objectif, à travers cet article, a été d'exposer la médiocrité des peuples dans la modernité étatique et les solutions que propose Nietzsche.*

**Mots clés** : État, modernité, peuple, bonheur, médiocrité

## Summary

*Nietzsche denounces in the modern State its monstrous character. This monstrosity lies in his lie. His demagoguery is the fact that he claims to come from the people, to be its emanation. In reality, the figure of state modernity is based on a manipulation of the people for their selfish ends. The modern state places a burden on the people and annihilates any attempt to surpass themselves. Thus the happiness of the people is compromised. The examples in Africa testify well to the face of this 'cold monster'. For Nietzsche, the modern state has no legitimacy. Hence the dream of a new institution that would promote and protect the blossoming of man. Our objective, through*

*this article, has been to expose the mediocrity of peoples in state modernity and the solutions that Nietzsche proposes.*

**Keywords** : State, modernity, people, happiness, mediocrity

## **Introduction**

Cet article est une réflexion sur l'impact de l'État moderne sur les peuples. Notre intention est de soumettre la question de la modernité étatique à une critique afin d'évaluer la justesse de son fonctionnement, surtout en Afrique. La notion d'État moderne apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle chez Machiavel avec le *Prince*. Il y montre la manière dont le Prince doit exercer le pouvoir d'État afin de créer « une relation étroite entre (...) la matière sociale et la forme politique » (N. Machiavel, 1980, p.10). Machiavel enseigne au Prince à utiliser la faiblesse naturelle des hommes par un dosage raisonné de la force et de la ruse. Par cette vision, Machiavel est considéré comme le fondateur de la théorie politique moderne.

L'État qui naît avec la modernité procède des lois, donc d'une institutionnalisation juridique. Selon les diverses orientations politiques et les différents types de régime politique adoptés (totalitarisme, dictature, démocratie), l'État moderne est vu soit sous la forme d'État protecteur, d'État arbitre, soit sous la forme d'État dominateur, d'État providence. La critique nietzschéenne de l'État moderne ne fait cependant pas une différence de toutes ces distinctions théoriques. Nietzsche s'est voulu le destructeur des idoles que son époque adorait et dont il avait annoncé lui-même le crépuscule. Parmi elles, on mentionne l'État moderne. Dès lors, l'État moderne est-il le gage du bonheur des peuples ? F. W. Nietzsche (1977, p. 185) estime que « l'État naît de la façon la plus cruelle par l'assujettissement ». Il apparaît clairement comme un mal.

Notre objectif est de montrer comment l'autorité de l'État moderne s'oppose dangereusement à la liberté des individus, mettre à nu, avec Nietzsche, son immoralisme. Il s'agit d'expliquer que l'État moderne n'est pas un paradis pour l'homme. Sa bonté signifie hypocrisie. N'est-ce pas là dessiné la figure du "monstre froid" ? En quoi l'État moderne est-il une institution monstrueuse ? Notre hypothèse à défendre consiste à montrer que les intérêts de l'État moderne sont en contradiction avec le bonheur des peuples. Pour atteindre ce but, nous utiliserons les méthodes explicatives, critiques et démonstratives. Pour une saisie rationnelle de la critique étatique de la modernité, il sera exposé d'abord le concept de l'État moderne. Nous montrerons ensuite que l'État moderne constitue, pour les peuples, un monstre. Nous profiterons de cette partie pour jeter un regard aigu sur l'Afrique. Nos exemples seront tirés de ce continent. Cela s'explique par le fait que « l'émergence des nouveaux États et la mise en place de systèmes politiques originaux en Afrique noire (...) a été pour la science politique l'occasion de se renouveler » (C. Coulon, 1972, p.1049). Nous terminerons par l'exposition du rêve nietzschéen d'une institution nouvelle. Celle-ci s'impose comme la solution à la monstruosité de l'État moderne.

## **1-Le concept d'État moderne**

"moderne" dans l'expression "État moderne" signifie, selon le *Nouveau vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines* ce qui est « récent » (L – M. Morfaux, 2007, p.341). En tant que telle, la modernité est ce qui appartient ou convient au temps récent ou à une époque récente. Elle « a une connotation de progrès » (L – M. Morfaux, 2007, p.341). Cependant « le moderne n'est pas le contemporain, l'actuel, le nouveau ou le présent » (V. Citot, 2005, p.35). C'est ce qui s'oppose à la tradition. Ainsi, "Moderne" peut se référer à l'ensemble des

temps modernes. Les temps modernes marquent « l'amour de la nouveauté » (A. Lalande, 2006, p.640). La modernité, ce n'est donc pas la fixité, c'est « le passage comme tel du temps » (V. Citot, 2005, p.35).

Le terme "moderne", Selon André Lalande (2006, p.640), a été « fréquemment employé depuis le X<sup>e</sup> siècle, dans les polémiques philosophiques ou religieuses ». Son usage politique est lié à « l'histoire des faits postérieurs à la prise de Constantinople, en 1453 » (A. Lalande, 2006, p.640). La notion d'État moderne voit le jour dès la Renaissance. Cela signifie que « la modernité consiste en une rupture ferme et définitive avec le monde antique et médiéval » (V. Citot, 2005, p.43). L'État moderne marque une nouvelle période étatique, une nouvelle période de transition. Il est pensé généralement dans sa différence avec l'État traditionnel, entendu comme étant ce qui est dépassé, ancien. Il convient de souligner dans ce cas que l'État moderne n'a nullement la tradition. Il est maintenant perçu comme une « société organisée, ayant des institutions et organes politiques, administratifs, juridiques etc. et un gouvernement » (J. Russ, 2004, p.95). À ce titre, l'État moderne désigne un ensemble d'individus soumis à une même législation, à une même autorité politique. La vie sociale exige des institutions politiques pour gérer les intérêts contradictoires qui traversent la société civile : « L'État naît du besoin de réfréner les conflits de classes » (F. Engels, 1972, p.241). L'État moderne procède de l'institutionnalisation du pouvoir. Le pouvoir n'est plus personnel, personnalisé en un roi.

L'idée d'État moderne ou de la puissance publique souveraine apparaît comme un art, c'est-à-dire un ensemble de moyens réglés, méthodiques, par lequel les hommes ajoutent quelque chose à la nature, tout en l'imitant. Nietzsche le baptise, dans *Ainsi parlait Zarathoustra*, de "la nouvelle idole". "nouvelle" est

utilisé en réplique à "moderne", et idole à celui d'"État". Nietzsche emprunte le sens fort du mot idole à la bible. Une idole est un faux dieu que l'homme a, lui-même, créé et qu'il adore. L'État moderne est donc une fausse institution. Il ne peut pas sauver l'homme. Une telle vision est à l'opposé de ce que dit Georges Burdeau (1967, p.22) de l'État. Pour lui, « L'État naît du souci d'assigner au pouvoir une assise qui le désolidarise des intérêts d'un groupe particulier ». À l'évidence, pour Burdeau, le but de l'État n'est pas l'égoïsme, le favoritisme car, dans l'État « le pouvoir devient une puissance afférente à la collectivité toute entière (G. Burdeau, 1967, p.22). Ainsi, L'État s'affiche comme une institution pour dépasser l'arbitraire. La position de Burdeau se rapproche de celle défendue par Hegel. Ce dernier montre que « l'État (...) est le rationnel en soi et pour soi : Cette unité substantielle est un but absolu (...) et ce but final a un droit souverain vis-à-vis des individus, dont le plus haut devoir est d'être membre de l'État ». (G.W. Hegel, 1940, p.270) Ces différents arguments ne trouvent pas un fondement solide avec Nietzsche. Dans *Ainsi parlait Zarathoustra*, Nietzsche compare l'institution moderne à un « cheval de mort cliquetant sous la parure d'honneurs divins ! » (F.W. Nietzsche, 1971, p.67). Le comble est que l'État moderne est épinglé comme une « machine infernale » (F.W. Nietzsche, 1971, p.67). De tels propos présagent la nature monstrueuse de l'État moderne.

## 2- L'État moderne, le monstre des peuples

L'État moderne, pour Nietzsche, se révèle comme une machinerie de pouvoir et de mensonge omniprésente, dessaisissant les peuples de leurs coutumes originales. « État, ainsi se nomme le plus froid de tous les monstres froids. Et c'est avec froideur aussi qu'il ment » (F.W. Nietzsche, 1971, p.66). Nietzsche met ici en lumière le visage moderne de l'État, institution qui s'est créée pour protéger les individus, mais qui

s'est ensuite retournée contre eux et les peuples. D'où la trahison de l'État vis-à-vis des peuples. Un tel constat est sans commentaire : « Aussi l'État abusera-t-il de l'initiative hégélienne qui sanctionne pour ainsi dire la rationalité de l'ordre établi » (F.W. Nietzsche, 1982, p.85). Hegel voyait en l'État l'incarnation de la manifestation de la Raison. Il explique cela par le fait que L'État parle universellement pour chacun et pour tous. Dans ses lois chacun se reconnaît.

Pour Nietzsche la dimension rationnelle de l'État nécessite d'être biffée. Simone Goyard-Fabre justifie cela en faisant savoir ceci : « En vérité, bonne ou mauvaise conscience ne suffit pas à caractériser l'État : le froid monstre, tout simplement, est privé de conscience » (S. Goyard-Fabre, 1977, pp.84-85). Cela répond au fait que L'État déconcerte par ses contradictions. En effet, la plus grande séduction de l'histoire humaine est celle de l'État dont la force asservissante est telle qu'on lui résiste malaisément. La séduction exercée par l'État a revêtu dans l'histoire les formes les plus variées, et c'est par ses métamorphoses qu'il induit facilement les hommes en erreur. Tout le Problème troublant et compliqué de l'étatisme vient de ce que l'homme est appelé à régner, à affirmer sa volonté de puissance, il est obsédé par son rêve. Il cherche son affirmation, consacre toutes ses forces à la création, mais l'État moderne ruine ses aspirations en faisant de lui un esclave, un sous homme. L'homme ne s'en rend pas toujours compte, et ne voit pas que son être n'est au fond qu'un esclavage adouci. Si l'homme ne s'en pas toujours compte c'est parce que l'État « n'est qu'un grand trompe-l'œil » (F.W. Nietzsche, 1975, §474, p.142). L'État moderne prétend lui-même organiser les âmes humaines, les gouverner à sa guise, sans laisser la moindre place pour la liberté : « L'État surveille pour que la bête féroce (l'homme) ne dépasse pas les limites d'un égoïsme restreint à l'autoconservation » (J. Thomaz Brum, 2005, pp. 46-47). L'État

moderne ne veut partager avec personne sa souveraineté. À ce titre il n'hésite pas à utiliser toute sorte de moyens pour pouvoir parvenir à ses fins. Le secret de défense n'est pas épargné : « La tentative est grande pour les dirigeants d'utiliser abusivement ce secret défense pour couvrir des opérations menées à des fins politiques voire personnelles » (D. Junqua, 2002, p.239).

On discerne déjà dans l'État moderne une volonté de puissance négative, il recèle déjà le poison de l'impérialisme. L'État moderne utilise de mauvais moyens : espionnage, mensonge, violence, assassinat. C'est dire que « l'État nous menace de châtement ou de vengeance » (F.W. Nietzsche, 1988, p.94). Les États ne diffèrent sous ce rapport les uns des autres que par le degré d'intensité auquel ils portent ces moyens. Ceux-ci incontestablement mauvais, sont justifiés par la raison qu'ils étaient employés en vue d'une bonne fin et d'un but élevé. C'est là un prétexte : « Avouons-le : on nous a plutôt fait violence pour en détourner notre esprit et l'offrir en sacrifice à l'État ». (Nietzsche, 1988, §34, p.58). S'imposant comme une nouvelle idole, l'État moderne intervient pour tranquilliser la conscience des hommes. Mais cette conscience, c'est l'État qui l'a formatée dans son discours providentiel en prétendant se dévouer pour le peuple. Le monstre froid hypnotise la volonté de puissance en guidant droit les hommes vers la mort. L'État moderne de façon impitoyable écrase les individus abêtis par la vénération mystique qu'ils lui portent.

Pour Nietzsche, le but de l'État moderne n'est pas l'exaltation, mais la domination de l'homme. De la sorte, l'État moderne ne répond qu'à la médiocrité. Cette médiocrité signifie : borner, lier, subordonner l'individu, l'assujettir. L'institution moderne « est une gaspilleuse : Elle gaspille la chose la plus précieuse : l'esprit » (F.W. Nietzsche, 1970, §179, p.186). L'État moderne fait perdre aux individus leurs talents intellectuels : « D'années

en année les hommes les plus sains, les plus forts, les plus laborieux sont en nombre extraordinaire arrachés à leurs occupations et leurs vocations propres pour être soldats » (F.W. Nietzsche, 1970, §481, p.149). Cela est plus visible en Afrique. Dans ce continent les États mettent plus l'accent sur le recrutement des soldats. Le recrutement des diplômés n'est pas tant la priorité des États africains. En côte d'ivoire, par exemple, des milliers de docteurs, en 2022, sont encore au chômage, et la réaction de l'État reste timide. Sa priorité : les hommes en armes.

Si les individus "sont en nombre extraordinaire arrachés à leurs occupations et leurs vocations propres pour être soldats", c'est que le but de l'État est double : rendre les individus pauvres en les arrachant à leurs occupations et les abêtir afin qu'ils soient à sa solde. C'est la preuve que l'État moderne n'a aucun respect pour l'intégrité de la personne humaine. Dans cette logique « l'État n'est pas "un moyen de nous élever à la moralité" ; il est né de l'égoïsme méthodique, d'un égoïsme qui vise les conséquences funestes de l'égoïsme » (J. Thomaz Brum, 2005, p.46). Nietzsche récuse l'uniformisation et le nivellement décadent mis en œuvre par l'État moderne. Selon lui, l'État moderne, en tant que concept unitaire et absolu, détruit toute tentative de dépassement de soi.

La plupart des grands hommes d'État se sont d'ailleurs révélés et conduits comme des criminels, des hypocrites, des intrigants et des cyniques. Nietzsche découvre dans l'État l'utilisation de la malhonnêteté de la part des hommes d'État. L'homme d'État « dit ordinairement son opinion, mais quelque fois aussi il ne la dit pas, pour servir son parti ou la politique de son pays ou enfin lui-même » (F.W. Nietzsche, 1975, §447. PP.121-122). Les hommes d'État sont orientés par leurs intérêts : « Chacun d'eux se dit : "Au prix d'un petit service, je vivrai mieux, je pourrais trouver ma subsistance ; par l'absence de tels petits scrupules, je

ne me rendrai pas impossible » (F.W. Nietzsche, 1975, §447. P.122).

Le moyen redoutable de la subtilité des hommes d'État a pour nom la corruption. Celle-ci est favorisée par l'argent et le trafic d'influence. Ceux-ci deviennent le gage des fins. « Un homme qui possède de l'argent et l'influence peut faire de toute opinion l'opinion publique » (F.W. Nietzsche, 1975, §447. P.122). L'argent devient le moyen d'échange des volontés et des libertés des hommes. L'individu asservi par l'argent devient docile, obéissant, acceptant volontiers la punition étatique. Avec le pouvoir de l'argent se crée des systèmes de "réseaux". Ces systèmes sont très fréquents dans les États africains où il est très facile « de franchir rapidement le pas entre institutions républicaines et corruption politique » (J-P. Bat, 2012, p.38). C'est bien triste et dommage car, « c'est là un des traits essentiels de l'esprit africain de la V<sup>e</sup> République, symbolisé par la création du Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, transformé en cellule "Afrique" » (J-P. Bat, 2012, p.39). La politique du ventre fait oublier l'intérêt des peuples. Avec de tels systèmes de réseaux, il est très facile de faire main basse sur les États africains. Pour preuve « la France, par l'intermédiaire de Brazzaville, va soutenir la sécession katangaise car elle permet de morceler le "Grand Congo" et de redistribuer ainsi les cartes de l'hégémonie de la zone » (J-P. Bat, 2012, p.276). C'est au nom des intérêts personnels et égoïstes que certains chefs d'État, sur le continent africain, se donnent le droit de violer la constitution de leur pays. Aujourd'hui, certains anciens chefs d'État ou en exercice sont fortement soupçonnés, par leurs peuples, d'être de mèche avec les terroristes.

On comprend pourquoi, de nos jours, certains coups d'États, en Afrique, ne sont pas systématiquement condamnés par les peuples : ils sont salutaires. La corruption est, sans doute, la raison principale de la persistance encore du néocolonialisme, en ce plein XXI<sup>e</sup> siècle, sur le continent africain. Les systèmes de corruptions en Afrique ont favorisé la conclusion suivante : « Aux yeux de beaucoup d'observateurs, les systèmes politiques africains, loin d'évoluer de façon harmonieuse et dynamique, ont au contraire connu de multiples conflits et ont été dans l'ensemble incapables de faire face aux exigences du développement » (C. Coulon, 1972, p.1049). Les maux de l'Afrique se résument aux rebellions, « les luttes tribales, la multiplication des coups d'États, le parasitisme bureaucratique » (C. Coulon, 1972, 1049), et aujourd'hui, la montée du terrorisme. Ces maux ont engendré « une vague de désillusion et de désappointement » (C. Coulon, 1972, 1049). Cette vague de désillusion « est venue remplacer l'optimisme du début » (C. Coulon, 1972, 1049). Ainsi, on assiste à un déclin politique : « Il est significatif qu'au concept de "développement politique" certains auteurs anglo-saxons substituent celui de "déclin politique" » (C. Coulon, 1972, 1050).

C'est le caractère occulte de l'argent qui facilite « le détournement des institutions publiques » en Afrique (J-P. Bat, 2012, p.38). La violence de l'argent n'est pas directe, ne saute pas aux yeux, mais toute la vie de l'homme est subordonnée à l'argent. Cette subordination fait perdre à l'homme sa dignité. Désormais il est échangeable contre tout et contre n'importe quoi. Trop d'argent handicape la vie imaginative, créative de l'individu. C'est le levier des faibles pour se rendre puissants : « C'est puissance qu'ils veulent et tout d'abord de la puissance le levier, beaucoup d'argent, - ces impuissants ! » (F.W. Nietzsche, 1971, p.68). Cela ne signifie pas que Nietzsche est contre l'argent. L'argent procure l'indépendance, le manque

d'argent crée la dépendance. « L'argent représente, dans un cas, une fin en soi, tandis qu'il assure, dans l'autre, les moyens de pratiquer un art de vivre » (B. Krulic, 2008 p.101). Ce que Nietzsche explique, c'est l'argent pris comme moyen de récompense pour étouffer en l'homme sa volonté de puissance affirmative. La récompense étatique perpétue la caractéristique la plus basse du système compétitif. Elle a un effet psychologique désastreux sur les individus, car elle éveille le ressentiment, la mauvaise conscience. C'est pourquoi la descente de Zarathoustra vers les hommes ne signifie pas, pour lui, leur faire des aumônes : « Aumône je ne fais » (F.W. Nietzsche, 1971, §2, p.21). Zarathoustra vient vers les hommes pour leur enseigner le surhomme. Si nous considérons l'intérêt naturel que l'homme prend aux choses, nous pouvons comprendre les dangers de la récompense et de la punition étatique. Les deux tendent à exercer une pression sur l'individu pour l'obliger à s'intéresser à l'État.

Freud montre, à travers la psychanalyse, que la punition trop sévère entraîne chez l'individu des névroses, telle la phobie, la peur. Celle-ci force les individus à l'obéissance. Il est donc évident d'affirmer que « la peur ne conduit pas à la recherche perpétuelle d'une puissance toujours croissante, mais à l'isolement et au repos » (F. Fukuyama, 1992, p.291). La peur, dans cette perspective, devient donc la source de la morale : « La peur est (...) la mère de la morale » (P. Wolting, p.145). C'est cette morale de peur qui fait que le troupeau humain devient serviteur d'État. Raison pour laquelle Nietzsche estime que « punir (...) semble en quelque mesure injuste (...). L'idée du châtement, l'obligation de punir (...) font souffrir, (...) font peur » (F.W Nietzsche, 2000, §201, p.161). La peur oblige à tout accepter, à vivre dans la petitesse. Pour le concepteur de la volonté de puissance « quiconque veut devenir libre ne peut le devenir que par ses propres moyens » (F.W. Nietzsche, 1950,

§99, p.100) « l'homme non libre est une honte de la nature » (F.W. Nietzsche, 1950, §99, p.100). Les hommes libres n'ont nullement besoin de censeur. Les gens libres ne s'intéressent pas aux choses qui scandalisent, pour la simple raison qu'on ne peut pas les scandaliser. Le surhomme nietzschéen a épuisé la curiosité des choses qui scandalisent et elles ne l'intéressent plus, ni comme objets, ni comme sujets de conversation. Ainsi, il devient le pionnier de l'abolition de ce qui est fastidieux. Mais les masses, séduits par le pouvoir de l'argent, deviennent « faibles dans les plus petites choses » (F.W. Nietzsche, 1975, §447, p.122). C'est pourquoi « quiconque (...) conduit une foule découvre avec étonnement la pauvreté » (F.W. Nietzsche, 1950, §100, p.139).

L'État, constituant un frein à l'affirmation de la volonté de puissance, peut être comparé à un « chien hypocrite » (F.W. Nietzsche, p.169), « un chien de garde » (F. Engels, 1972, p.11). Tout comme le chien, l'État aboie, mais derrière ses aboiements son mensonge et sa mauvaise foi ; lesquels se traduisent dans les journaux : « Regardez- moi donc ces superflus ! Toujours malades toujours ils vomissent leur bile, et la nomment gazette » (F.W. Nietzsche, 1971, p.68). Les aboiements de l'État doivent être, pour l'homme, le signe de la méfiance. La moindre imprudence entraînera la morsure de ce "chien hypocrite". Nietzsche nous invite ici à nous armer d'esprit philosophique, d'esprit critique afin de comprendre ce qu'est en réalité l'État moderne. Sans cette conversion mentale, l'homme serait aliéné, assujéti car, l'État « n'est qu'un grand trompe - l'œil » (F.W. Nietzsche, 1975 §474, p.142). Ce sont les « bêtes à longues oreilles et à vue courte qui seulement tombent à genoux » (Nietzsche, 1971, p.67) devant l'État moderne.

Si les journaux sont les moyens d'expression de l'État moderne, cela n'est pas fortuit. Le journal représente le miroir des faits quotidiens. À cet effet il attire la masse empressée de s'informer de l'actualité quotidienne. Le journal est donc vu comme un instrument de masse qui agit directement sur la sensibilité et génère des émotions. L'État, prenant conscience de cela, profite des journaux pour propager ses mensonges, ses démagogies vis-à-vis du peuple. Constat : un manque de sincérité dans la presse. Ainsi toutes les dérives deviennent possibles. Cette situation s'explique par le fait que : « Les autorités officielles mettent peu d'empressement à châtier des actes dont elles sont souvent complices » (D. Junqua, 2002, p.146). La répression est aussi légalisée et mise en œuvre par des tribunaux aux ordres. Les États « se dotent de législations et de codes qui, sous prétexte d'organiser la liberté de la presse et d'en sanctionner les "abus", protègent abusivement les pouvoirs en place et font peser sur les journalistes et les éditeurs une menace permanente. » (D. Junqua, 2002 p.46). Il est donc clair que l'État a sa mainmise sur la presse. Car « chaque numéro doit faire l'objet d'un certain nombre de dépôts obligatoires auprès des autorités judiciaires et administratives » (D. Junga, 2002, p.238). Ces différentes mesures ont « pour but essentiel de pouvoir identifier clairement la ou les personnes qui peuvent être poursuivies » (D. Junqua, 2002, p.238), si l'État estime que ses intérêts sont menacés. L'État se donne donc les moyens pour se protéger et se défendre de toute menace à ses objectifs de souveraineté. Cette attitude de l'État moderne contraste avec « l'adoption en 1881 d'une loi garantissant l'indépendance des journaux à l'égard de l'État » (D. Junga, 2002 p.50).

Le refus parfois des journalistes à obéir à l'État moderne les conduits à la prison. Luc Adolphe Tiao (2004, p.7) donne plusieurs exemples : « Au Niger (...) le journaliste Moussa KAKA a été détenu au cachot pendant quatre jours pour avoir

interviewé un des leaders de la rébellion touarègue au Nord du pays » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.7). « En Centrafrique, un journaliste est toujours détenu (...) sans jugement pour avoir rapporté un cas de corruption touchant à un haut responsable de l'État » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.7). Il fait comprendre aussi que « dans le pire des cas, des journalistes sont assassinés comme le cas célèbre de Norbert Zongo au Burkina Faso en 1998 » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.7). « Des journalistes ont également trouvé la mort dans l'exercice de leur métier en Angola, en Algérie, Erythrée, au Libéria, en Côte d'ivoire » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.7). L'État moderne joue à la sourde oreille face à la déclaration des droits de l'homme qui affirme ceci : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme » (D. Junqua, 2002, p.245). Avec l'État moderne, toutes les conditions sont réunies pour que le système social fonctionne en circuit fermé.

Le constat est triste et désolant car sous l'État moderne la presse perd non seulement son pouvoir de servir de vecteurs aux confrontations d'idées, d'opinions, de convictions mais aussi d'annoncer les grands événements de l'actualité. On ne peut plus s'approprier les journaux pour alimenter sa réflexion et s'en servir comme moyen d'action-Raison : La presse est bafouée, privée de son autonomie et de sa liberté. Une des justifications est que « la loi prévoit que les journaux et écrits périodiques doivent simplement faire l'objet, avant publication, d'une déclaration au parquet du procureur de la République mentionnant, outre le titre de la publication et les références de l'imprimeur, l'identité du directeur » (D. Junga, 2002, p.237). Ce constat de Daniel Junqua amène Luc Adolphe Tiao (2004, p.7) à conclure que les causes d'atteintes à la liberté de presse « sont essentiellement d'ordre politique et juridique » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.7). Les médiats, en Afrique, ne sont donc ni des acteurs incontournables ni des acteurs clés, contrairement à ce

que pensent S. Capitant et M.-S. Frère (2011, p.27) : « Les mutations politiques du continent africain au cours des deux dernières décennies ont fait émerger des acteurs incontournables du paysage socio-politique : les médiats. Leur rôle en tant qu'instruments de démocratisation, de contrôle et de contre-pouvoir, leur implication dans les processus électoraux, leur travail d'animation de la démocratie par l'ouverture d'espaces de débats ont fait d'eux des acteurs clés ». La presse est dépendante de l'État, et la recherche de la vérité n'est pas le premier impératif de l'État. Ce qui l'importe c'est le pouvoir et la souveraineté. D'où le mensonge et la démagogie comme arme. Est-ce une façon de développer une conscience citoyenne ?

La presse constitue un appareil idéologique de l'État. Elle devient donc, un moyen utilisé par l'État pour contraindre la masse à une discipline : « Le contrôle de l'information fait partie des moyens utilisés pour maintenir les populations dans l'obéissance » (D. Junqua, 2002, p.45). Cette obéissance prend très souvent le visage d'un assujettissement, d'un esclavage, car dans l'État moderne « aucune contestation n'est tolérée. Ceux qui s'y risquent sont éliminés, emprisonnés ou exécutés » (D. Junqua, 2002, p.45). Les masses sont condamnées à la passivité, à la soumission esclavagiste. Se développe de la sorte, dans l'État moderne, la pensée unique car « la presse en ruine toujours davantage le sentiment » (F.W. Nietzsche, 2014, §26, p.43). La dépendance de la presse et la mainmise de l'État sur la presse ont été possibles grâce à l'aide financière de l'État à la presse. « L'État verse une subvention annuelle à un certain nombre de titres, nationaux, régionaux ou locaux quotidiens ou hebdomadaires d'information politique et générale » (D. Junqua, 2002, p.250). Le pouvoir de l'argent, encore une fois, réduit la presse à l'impuissance face à l'État. Avec l'argent, l'État a acheté le pouvoir et la liberté de la presse. Avec l'argent

l'État manipule la presse à souhait, et fait de son « opinion l'opinion publique » (F.W. Nietzsche, 1975, §447, p.122). Ainsi, « moyennant quelques francs, dollars ou euros, des journalistes sont prêts à écrire ou produire n'importe quoi » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.9). Cela veut dire que la presse est corrompue. Cette « corruption frappe durement le milieu de la presse en Afrique » (L. Adolphe Tiao, 2004, p.9). Cette influence de l'État sur la presse constitue une atteinte à la liberté d'expression. Celle-ci est décriée par Reporters sans frontière : « L'organisation non gouvernementale Reporters sans frontière dresse en permanence la tragique comptabilité de ces atteintes à la liberté d'expression et d'information » (D. Junga, 2002 p.46).

Cette dénonciation de la mainmise de l'État sur la presse est un appel à se « méfier des "medias", de mettre en doute leur crédibilité, de manifester un certain scepticisme quant à l'indépendance des journalistes » (D. Junga, 2002, p.31). Or, pour F. W. Nietzsche (1950, §111, p.155) « toute grande prudence à conclure, toute tendance au scepticisme, constituent déjà en elles-mêmes un grave danger pour l'existence ». La prudence et le scepticisme ne peuvent permettre à l'homme d'affirmer sa volonté de puissance. Ils maintiennent l'homme dans la petitesse, la faiblesse, car il vit dans la retenue. L'imbrication de l'État dans la presse est lourde de conséquence, car elle fait perdre à celle-ci « son souci d'objectivité, sa rigueur et sa distance avec la politique politicienne » (D. Junga, 2002, p.35). C'est pourquoi, face à la médiocrité de la presse, il importe que la masse prenne conscience en protestant vivement pour que le journal se débarrasse de tout soupçon d'allégeance à l'État moderne. Et « le refus d'achat est la façon la plus simple d'exprimer son désaccord » (D. Junga, 2002, p.35). Nietzsche entend, dans l'État moderne, dénoncer l'influence négative de la presse sur l'homme. Nietzsche, sans doute, souhaite le respect

de la déontologie, le souci de traiter des préoccupations réelles des gens.

L'État moderne s'incarne comme la peur du monde. C'est bien pourquoi F. W. Nietzsche (1971, p.66) le qualifie de « monstre froid ». "Froid" dans l'expression "monstre froid" exprime la mort. Les hommes sont séduits, captivés par l'État moderne et y associent leur idéal de volonté. Et c'est en cela que réside le plus grand mal, la source de l'esclavage et de la mort de l'homme. Et la servitude qu'il impose aux hommes a toujours pour cause la fausse attitude de l'homme lui-même à l'égard de l'État, l'esclavage interne de l'homme se prêtant à l'hypnose et à la suggestion d'une fausse idée d'État libre. La source de l'hypnose exercée par l'État n'a rien de rationnel, elle est essentiellement irrationnelle et s'appuie sur des croyances irrationnelles et sur la vie émotionnelle, également irrationnelle. Tout cet ensemble ne peut qu'entraîner la « confusion des langues » (F.W. Nietzsche, 1971, p. 67) dans le langage étatique. Le regard de Nietzsche découvre que tout ce qui est élaboré démocratiquement dans l'État moderne est synonyme de fausseté et de mensonge. À cet effet, il estime que l'ère démocratique est le « règne des médiocres et des débiles » (F.W. Nietzsche, 2000 p.12 p). Ces médiocres et débiles ont le « mépris des valeurs aristocratiques » (F.W. Nietzsche, 2000, p.12). Il résulte donc que l'État moderne, avec ses normes démocratiques, vise à « maintenir tous les citoyens, sans distinction de mérite sous sa tutelle » (Y. Constantinidès, 2000, p.219). Il veut nous maintenir dans la médiocrité, faire de nous des derniers hommes. Ainsi, s'écroule tout l'échafaudage de la pensée hégélienne sur l'État. Le feu de la crique de l'État mené par Nietzsche semble être orienté vers Hegel car, « dans la philosophie allemande de l'histoire, c'est évidemment Hegel qui est le grand rival de Nietzsche, au point qu'on a pu dire que toute la philosophie de Nietzsche repose sur

la dénonciation de celle de Hegel » (M. Canto-Sperber, 1996, p.1330)

Face à cette décrépitude de l'État moderne, il n'est pas question, pour Nietzsche, de rester silencieux ; car, selon lui, « se taire est plus vilain » (F.W. Nietzsche, 1971, p.149). Il s'agit donc de réagir afin de sauver l'Humanité en perte. D'où la grande politique annoncée par le philosophe de la volonté de puissance. Il rêve à un État idéal pour faire face à la monstruosité de l'État moderne.

### **3- De la "grande politique" au rêve d'un État idéal**

Nietzsche estime que « l'Humanité a jusqu'ici été dans les pires possibles, et qu'elle est gouvernée par les laissés pour compte, les fourbes vindicatifs, par les prétendus "saints", ces dénégateurs du monde et ces profanateurs de l'homme » (F.W. Nietzsche, 1996, §2, p.157). Nietzsche se donne donc pour mission d'arracher l'Humanité des mains des cyniques personnes afin de la conduire sur le vrai chemin du bonheur. D'où le sens de la descente de Zarathoustra vers les hommes. Ces paroles du philosophe de la volonté de puissance sonnent comme une déclaration de guerre à l'État moderne. La guerre nietzschéenne n'est pas l'affrontement entre nations, mais une auto-affirmation de l'homme. Celle-ci doit le conduire à se défaire des chaînes de la contrainte qui l'empêche d'affirmer sa volonté de puissance. L'arme de cette guerre est l'épée. L'épée est le moyen qui permettra à l'Humanité de connaître des jours nouveaux, le paradis : « Mon paradis est "à l'ombre de mon épée" » (F.W. Nietzsche, 1996 §2, p.147). C'est la preuve qu'il se veut déterminer dans son combat de délivrance. Il n'est donc pas « un doux rêveur » (F.W. Nietzsche, 1996, §1, p.145).

Le combat de Nietzsche est la réalisation de "la grande politique" : « Ce n'est qu'à partir de moi qu'il y aura sur terre une grande politique » (F.W. Nietzsche, 1996, §1, p.188). La grande politique s'annonce comme un anti-modernisme. Selon Nietzsche, tout ce qui est moderne en général ne pourra servir à la postérité que comme vomitif. D'où la nécessité de mettre fin à la "petite politique" pour une "grande politique" : « Le temps de la petite politique est révolu (...), l'obligation de faire une "grande politique" » (F.W. Nietzsche, 1973, §208, p.182). La petite politique est celle qui se pratiquait dans l'État moderne. Elle est caractérisée par le nivellement démocratique, la petite morale, la faiblesse de l'esprit : « Une politique qui stérilise l'esprit allemand en lui injectant la vanité et qui est d'ailleurs une petite politique » (F.W. Nietzsche, 1950, §377, p.348). La petite politique est, en effet pour Nietzsche, le rationalisme qui se faisait voir dans l'Allemagne moderne et dont il n'a cessé de dévoiler. La grande politique consiste à tourner donc dos à la petite politique qui n'a fait que sombrer l'Humanité dans la décadence et les fausses valeurs. Elle doit « avant tout forcer les morales à respecter la hiérarchie » (F.W. Nietzsche, 1973, §221, p.200). La hiérarchie est la « subordination sérielle de personnes, telle que chacune soit supérieure à la précédente par l'étendue de son pouvoir ou par l'élévation de son rang social » (A. Lalande, 2006, p.413). La grande politique vise bien à donner à chacun sa véritable place. Cette idée nietzschéenne semble proche de l'organisation sociale précoloniale en Afrique : « Lorsque l'administration coloniale française découvrit l'esclavage en Afrique de l'ouest, elle fut frappée de son ampleur (...) par (...) la domination de la classe des maîtres sur celle des esclaves » (C. Meillassoux, 1975, p.11). Une telle idée est partagée par Nietzsche dans la *Généalogie de la morale* où il montre que les forts (les maîtres) doivent dominer les faibles (esclaves). Il est temps, grand temps donc, pour

l'Afrique, de méditer un retour aux sources pour son bonheur. Du retour aux sources va surgir « une organisation sociale nouvelle de la vie » (J. Ziegler, 1980, p.208). La culture africaine est riche. Cette richesse est exposée par Jacques Maquet dans son œuvre intitulée *Les civilisations noires*. Les africains doivent s'appuyer sur cette richesse culturelle pour leur bonheur. Ils comprendront ainsi que l'État moderne constitue leur malheur existentiel. La misère consistera à ne pas comprendre que l'État moderne est « la ruine éventuelle de la civilisation terrestre dans son ensemble » (F.W. Nietzsche, 1975, §247, p.26).

Nietzsche rêve à un ordre nouveau, c'est – à – dire à un État idéal contraire à l'État moderne. Pour lui, il s'agit « de traîner le passé en justice, de couper ses racines au couteau, d'effacer les vénéralions traditionnelles, afin de libérer l'homme et de lui laisser d'autre origine que celle où il veut bien se reconnaître » (M. Foucault, 2000 p.129). Le couteau va permettre d'opérer et d'enlever en l'homme tout le venin de l'État moderne. L'image du couteau traduit donc la séparation définitive avec les valeurs de l'État moderne. L'objectif de cette séparation est clair : inculquer à l'homme de nouvelles valeurs, les valeurs de la volonté de puissance. Elle « est une force qui s'oppose toujours à une autre force » (J. ThomzBrum, 2005, p.78). Cela sous-entend que dans l'État idéal l'homme doit suivre ses propres valeurs, synonyme de bonheur. Nietzsche à l'intention de rétablir la hiérarchie naturelle, d'ordre physiologique, entre les hommes, plus approprié à ses yeux que toute forme de hiérarchie extérieure, qu'elle soit sociale ou culturelle. Cette tâche exige de vivre un État idéal loin de l'agitation et de la médiocrité de l'État moderne. Le combat de Nietzsche s'inscrit dans une réorganisation du fonctionnement de la société pour le bonheur de l'Humanité. Nietzsche ne souhaite donc pas l'extermination des hommes existants et les remplacer par une nouvelle race.

Platon dans l'Antiquité, avait lui aussi songé à une nouvelle organisation de la cité. En effet, Face à la médiocrité des institutions de son temps, il a souhaité que les philosophes prennent la tête de la cité. Platon estime qu'en se conformant au savoir que les philosophes possèdent, ils établiront non pas une ombre ou une caricature de cité, mais une cité juste pour l'épanouissement de l'homme. En cela, le combat de Nietzsche s'inscrit donc dans le droit fil de la pensée platonicienne. Déçu de l'État moderne, Nietzsche songeait à un État idéal. Il écrit dans *Ecce Homo* ceci : « Un jour ou l'autre, on aura besoin d'institutions dans lesquelles on vivra et on enseignera comme je conçois qu'il faut vivre et enseigner » (F.W. Nietzsche, 1996, §1, p.130). Ce qu'il enseigne c'est la volonté de puissance, le surhomme : « Je vous enseigne le surhomme. L'homme est quelque chose qui se doit surmonter. (...) Le surhomme est le sens de la terre. Que dise votre vouloir : soit le surhomme le sens de la Terre ! » (F.W. Nietzsche, 1971, p.22). C'est dire que Nietzsche rêve d'un État où les hommes doivent affirmer leur volonté de puissance, un État où les hommes doivent vivre selon les principes de la volonté de puissance, un État où la hiérarchie sera respectée, un État où le surhomme pourra effectivement s'épanouir ; car, là, l'on aura coupé les liens avec la faiblesse, la médiocrité constituant un véritable frein à l'affirmation de la volonté de puissance, au surhomme. L'homme ne sera plus un dernier homme.

L'intention de Nietzsche c'est faire de nous des hommes forts, qui savent compter sur eux-mêmes, des hommes qui ont pris pleinement conscience de la mort de Dieu. C'est pourquoi Nietzsche dans *Humain, trop humain I* peut acquiescer : « Oui, si jamais la vie est organisée en un État parfait, il n'y aura plus à tirer du présent aucun motif de poésie » (F.W. Nietzsche, 1988, §234, p.15). Le présent dont parle Nietzsche, c'est le temps, l'époque de l'État moderne. La poésie pourrait se comprendre

comme les discours mensongers de l'État moderne. Pour Nietzsche, il s'agit de réaliser une nouvelle aristocratie car, « toute élévation du type humain a toujours été et sera toujours l'œuvre d'une société aristocratique, d'une société qui croit à de multiples échelons de hiérarchie et de valeurs entre les hommes » (F.W. Nietzsche 1973, §237, p.262). Ce qui n'est pas le cas avec la modernité étatique où tout est démocratisé, où il n'y a pas de différence entre le faible et le fort. L'avènement de l'État idéal mettra fin aux mensonges de l'État moderne. Ainsi l'État idéal favorisera l'émergence et l'épanouissement de l'homme véritable, le surhomme. Là, l'homme vivra selon le dionysiaque, qui consiste à laisser éclater ses instincts de joie tout en acceptant de vivre dangereusement.

## Conclusion

Nietzsche met à nu la nature de "la nouvelle idole" qu'est l'État moderne. L'État moderne est identifié comme un monstre, un mal pour les peuples. Tel est le verdict du procès de l'État moderne mené par le philosophe à coups de marteau. Contre l'État moderne se sont dressés, au siècle passé, une multitude d'adversaires. Non pas seulement Karl Marx qui prédit son déperissement, mais Kierkegaard et Stirner qui dénoncent en lui l'essence de l'oppression, les anarchistes Proudhon et Bakounine qui projettent son abolition. Les perversions et les limites qu'on lui reconnaît, de nos jours, sont indéchiffrables. Tout cet ensemble de maux fait que l'État moderne est lié à la "pulsion de mort" dont parle Freud. Celle-ci n'est rien d'autre que la tendance à ramener l'être vivant à l'état inorganique.

L'État moderne, issu de la société, fonctionne comme un organisme. Ce n'est donc pas dans l'idée même de l'État que réside le plus grand danger, car l'État en remplit au fond que des fonctions nécessaires : il réside dans l'idée de la souveraineté de l'État. Or la souveraineté, sous toutes ses formes, favorise

l'asservissement de l'homme, elle est la source même de la servitude. La recherche même de la souveraineté est un grand mensonge engendré par le monde objectif, qui est le monde de l'esclavage. Il faut se défaire de cette idée servile. L'État moderne est hypnotique, il ne se compose que de faux sanctuaires et d'idoles. À cet effet, Nietzsche nie la souveraineté de l'État, refuse à l'État moderne tout caractère absolu et dénonce la centralisation despotique comme un fait contraire à la vérité. Le pouvoir étatique exercé sur les peuples est une source de mal, et même la source de tous les maux puisqu'il comprime l'énergie vitale en l'homme, la volonté de puissance affirmative. L'État moderne doit être enfermé dans certaines limites. Tout commerce avec lui est fondé sur la violence, l'esclavage, la tromperie, l'erreur. Ainsi « l'État (...) rend le peuple plus faible, plus divisé et moins propre à la guerre » (F.W. Nietzsche, 1975, §463, p.132). L'État moderne c'est donc la République des faibles. Plutôt que de favoriser la libération de l'homme, l'État moderne vient dire sa soumission, sa servilité, sa subalternation, sa sujétion, sa dégénérescence. Nietzsche l'assimile à une idole, un faux dieu, un menteur, un démagogue. À l'évidence, pour Nietzsche, les États modernes, avec leurs régimes démocratiques, ne réunissent aucune des conditions suffisantes au bonheur des peuples. Ainsi la « société mondiale doit prendre conscience de ses limites » (G. Soros, 1996, p.148). Car « l'État constitue un instrument important et efficace d'aggravation des contraintes qui pèsent sur le peuple » (F. Engels, 1972, p.9). Cette nécessité de prise de conscience des limites doit conduire à remédier à la faiblesse de l'État moderne. Nietzsche propose la méditation d'un ordre nouveau, un État idéal. Il s'agit concrètement d'une organisation pyramidale de la société dans laquelle chacun trouve la place qui lui est destinée, le devoir dû à son rang et la possibilité de participer au mouvement d'ensemble. C'est bien donc un État d'extase où le

dionysiaque peut s'affirmer. Ce que veut Nietzsche c'est « aussi peu d'État que possible » (Nietzsche, 1971, §179, p.185). Un État moins aliénant pour l'homme.

Le rêve de l'État idéal de Nietzsche est un signe annonciateur du crépuscule de la modernité étatique. Les différentes contestations des peuples africains, de leurs dirigeants, face à la montée du terrorisme, semblent justifier le rêve nietzschéen. Les peuples africains sont, donc, interpellés par cette critique nietzschéenne de l'État moderne. Ils doivent comprendre que le vrai sorcier est cette institution moderne dont le visage n'est rien que celui d'un "monstre froid". Le salut ne peut provenir que de l'adoption de la théorie nietzschéenne de la volonté de puissance. Celle-ci doit permettre de « désaliéner l'homme, détruire le système de signification que la rationalité capitaliste instaure dans la conscience du peuple » (J. Ziegler, 1980, p.196).

### Références bibliographiques

Adolphe Tiao L. (2004). La liberté de la presse dans le contexte africain : étude critique des textes juridiques sur la presse au Rwanda, 15 p. <https://repositories.lib.utexas.edu>.

Bat J-P (2012). *Le syndrome Focart : La politique française en Afrique*, Paris, Gallimard, 838 p.

BRUM Thomaz J. (2005). *Schopenhauer et Nietzsche, Vouloir-vivre et Volonté de puissance*, Paris, L'Harmattan, 149 p.

Burdeau G. (1967). *Traité de science politique*, Paris, L.G.D.J., 682 p.

Canto-Sperber M. (1996). *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, tome 1, Paris, 1036 p.

Canto-Sperber M. (1996). *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, tome 2, Paris, 20199 p.

Citot V. (2005). « Le processus historique de la modernité et la possibilité de la liberté (universalisme et individualisme). *Le philosophoir*, n°25, Paris, Vrin, pp.35-76.

Constantinidès Y. (2000). « Nietzsche législateur. Grande politique et réforme du monde », in *Lectures de Nietzsche*, sous la direction de Jean-François Balaudé et Patrick Wotling, Paris, Le Livre de Poche, pp.208-282.

Coulon C. (1972). « Système politique et société dans les États d'Afrique noire », in *Revue française de science politique* n°5, Paris, PERSE, pp.1049-1073.

Engels F. (1972). *Théorie de la violence*, Paris, 10/18, 434 p.

Fukuyama F. (1992). *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, trad. Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 452 p.

Goyard-Fabre S. (1977). *Nietzsche et la question politique*, Paris, Sirey, 198 p

Hegel G.W. F (1940). *Principes de la philosophie du droit*, trad. André Kaan, Paris, Gallimard, 380 p.

Junqua D. (2002). *La Presse, le citoyen et l'argent*, nouvelle édition révisée, Paris, Gallimard, 339 p.

Krulic B.(2008). « Société individualiste, société hiérarchique : Les paradoxes d'un antimoderne », in *Nietzsche et les hiérarchies*, sous la direction de StamatiosTzitzis, Paris, L'HARMATTAN, pp.89-110.

Lalande A. (2006) *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 2nde éd., Paris, PUF, 1323 p.

Machiavel N. (1980). *Le Prince*, trad. Yves Lévy, Paris, GF-Flammarion, 220 p.

Meillassoux C. (1975). *L'esclavage en Afrique précoloniale*, sous la direction de Maurice Godelier, Paris, FRANÇOIS MASPERO, 582 p.

Morfaux L-M (2007). *Nouveau vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, ARMAND COLIN, 604 p.

Nietzsche F. W. (1977). *Naissance de la tragédie*, trad. Michel Haar, philippeLacoue – Labarthe et Jean – Luc Nancy, 2<sup>de</sup> éd, Paris, Folio Essais, 374 p.

Nietzsche F. W. (1971). *Aurore*, trad. Julien Hervier, Paris, Gallimard, 381 p.

Nietzsche F. W. (1971). *Ainsi parlait Zarathoustra*, trad. Maurice de Gandillac, Paris, Gallimard, 507 p.

Nietzsche F. W. (1982). *Contribution à la généalogie de la morale*, trad. Angèle Kremer-Marietti. Paris, 10/18, 301 p.

Nietzsche F. W. (1996). *Ecce Homosuivi de Nietzsche contre Wagner*, trad. Eric Blondel, Paris, GF-Flammarion, 304 p.

Nietzsche F. W. (1988). *Humain, trop humain I*, trad. Robert Rovini, Paris, FOLIO/ ESSAIS, 382 p.

Nietzsche F. W. (1975). *Humain, trop humain II*, trad. A.-M. Desrousseaux, Paris, Denoël/Gonthier, 207p.

Nietzsche F. W. (1950). *Le Gai savoir*, trad. Alexandre Vialatte, Paris, Folio/Essais, 373 p.

Nietzsche F. W. (1981). *La Généalogie de la morale*, trad. Henri Albert, Paris, NATHAN, 240 P.

Nietzsche F. W. (1973). *Par-delà le bien et le mal*, trad. Henri Albert, Paris, 10/18, 314 p.

Nietzsche F.W. (2014). *Le livre du philosophe*, trad. Angèle Kremer-Marietti, Paris, GF Flammarion, 182 p.

Russ J. (2004). *Dictionnaire de philosophie*, Paris, BORDAS, 384 p.

Soros G. (1996). *La crise du capitalisme mondial*, trad. Hélène Prouteau, Jacques Guidod et FortunatoIsraël, Paris, Plon, 254 p.

Capitant S., Frère M.-S. (2011). Les Afriques Médiatiques : introduction thématique, 2011/4, n. 240, p.25-41, <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2011-4-page-25.htm>

Wolting P. (2000). « Affectivité et valeurs. Le pathos de la distance contre le ressentiment, et le rôle des sentiments dans l'analyse nietzschéenne de la morale », *Lectures de Nietzsche*, sous la direction de Jean-François Balaudé et Patrick Wolting, Paris, Le Livre de Poche, pp. 131-160.

Ziegler J. (1980). *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 290 p.